

RENCONTRE AFRICAINE SUR « L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE, LEVIER DE DÉVELOPPEMENT APPROPRIÉ »

(KENITRA /MEHDIA DU 20 AU 24 OCTOBRE 2010)

SYNTHESE ET CONCLUSION

1- De l'ES à l'ESS

Il y a 23 ans, du 20 au 26 avril 1987, s'est tenue à Rabat, une session printanière de l'Université Coopérative Internationale (UCI), sous le thème « *L'Économie Sociale et ses composantes marocaines* ». 1987 a été donc l'année de référence de l'officialisation du concept de l'Économie Sociale au Maroc, non en terme de pratiques et de comportement de la société civile, mais en termes de politiques et de programmes de développement des pouvoirs publics.

C'est ainsi que le plan de développement économique et social Marocain 1988- 1992 a considéré « l'Économie Sociale en tant que voie alternative de création de l'emploi et de la mobilisation des ressources à moindre coût, et partant un instrument d'adaptation de la stratégie de développement social aux nouvelles conditions économiques et aux défis de la mondialisation ». Depuis, lors de la préparation des différents Plans Nationaux de Développement, une commission thématique est dédiée à l'Économie Sociale avec ses trois composantes : associative, mutualiste et coopérative.

Aujourd'hui, en 2010, du 20 au 24 octobre 2010, une rencontre africaine sur « l'Économie Sociale et Solidaire, levier de développement approprié » se tient à Kenitra-Mehdia, réunissant 14 réseaux africains de l'ESS, des experts et des ONG du Nord et des Organisations du système des Nations Unies (BIT et OMS).

2- De Johannesburg à Kenitra -Mehdia

En 2009, du 19 au 21 octobre, le BIT a organisé la « Conférence sur les alternatives de l'ESS face à la crise financière et économique internationale », à laquelle ont pris part 11 pays africains et participé 200 personnes. Une année après, le REMESS honore l'engagement pris par la délégation marocaine mixte (représentant des pouvoirs publics et de la société civile), d'organiser une rencontre des réseaux africain en 2010. La rencontre a réuni 14 Réseaux de pays africains, tous francophones avec deux pays maghrébins. Comme par coïncidence 200 personnes, dont 25% de femmes ont assisté à la séance d'ouverture officielle qui s'est déroulée au siège de la Municipalité de Kenitra. 80 personnes, dont 1/3 de femmes ont suivi avec assiduité et participé activement aux travaux de la rencontre qui se sont poursuivis au Centre du Croissant Rouge à Mehdia. Tous les intervenants programmés ont répondu présents sauf un. 51 intervenants ont fait des présentations plénières en huit séances qui ont continué tard le soir, au-delà des heures fixées par les organisateurs. La qualité des interventions et la volonté des participants de tirer profit de la rencontre et de faire durer les moments de convivialité l'ont emporté sur quelques puritains cartésiens qui revendiquaient le respect rigoureux du temps imparti aux intervenants.

3. Qu'est ce qui s'est passé?

3-1- Des officiels marocains se sont exprimés en séance d'ouverture officielle. Le Maire de la Ville de Kenitra qui souhaite la bienvenue aux invités et souhaite grand succès aux travaux de la rencontre, les Directeurs de deux organismes publics, en l'occurrence l'Entraide Nationale et l'Agence de Développement Social qui ont réitéré leur soutien à l'Économie Sociale et Solidaire et leur engagement à accompagner le REMESS dans sa démarche d'instauration d'un processus de coopération Sud –Sud en vue de lutter contre la pauvreté par la valorisation des richesses naturelles, la mutualisation des ressources et des savoirs faire dans une vision de solidarité et d'équité. Pour sa part le Directeur de l'Économie Sociale au Ministère Chargé des Affaires Economiques et Générales a fait part « **du programme national visant la convergence entre les actions des pouvoirs publics en faveur de l'Économie Sociale et Solidaire et le rehaussement du rendement du secteur en**

tant qu'outil de développement local et régional dans le cadre l'Initiative Nationale de Développement Humain ». Et le Directeur de l'Economie Sociale d'annoncer que « **la dynamisation de la capacité productive et la valorisation et promotion des produits solidaires pour améliorer de leur qualité et faciliter leur accès aux marchés à travers la prospection et l'ouverture de nouveaux circuits, en accordant de l'importance aux activités génératrices de revenus** ». L'objectif escompté « **élever le taux des adhérents de la population aux coopératives de 3% actuellement à 7,5% à l'horizon 2020, augmenter le nombre d'emploi dans les coopératives de 50 000 postes d'emplois actuellement à 175 000 en 2020 et accroître la contribution du secteur coopératif au PIB de 1,6 actuellement à 3,9 en 2020.** »

3-2-a Quatorze (14) représentants de Réseaux africains de l'ESS ont fait de présentations sur « **les politiques, stratégies et programmes en matière d'ESS** ». Le constat est quasiment unanime « **richesse et potentialités énormes en Afrique, mais pauvreté, précarité, voire même famine, sévissent dans beaucoup de pays** ».

3-3- Dans les communications présentées des cas d'Entreprises de l'Economie Sociale et Solidaire(EESS) réussies et performantes ont été relevés, que ce soit dans le domaine de « **l'agrégation, la mutualité, l'autonomisation de la femme, l'animation des territoires, le financement, le changement des comportements, la communication, la formation, la commercialisation équitable et solidaire.** ».

3-4- Tout avait presque l'air de dire que « **nous n'avons plus le droit de ne pas nous solidariser et de nous entraider en nous organisant en mutualisant nos ressources et moyens, en communiquant et construisant des partenariats entre nous et avec les autres** ».

3-5- Les participants à la rencontre de Kenitra, contrairement à la conférence de Johannesburg à laquelle sur les onze pays présents des anglophones y ont pris part, se sont reprochés de s'être retrouvés uniquement entre francophones.

3-6- La contribution du RIPESS, d'ONG du Nord (IPD, Echos Communication, Rencontres Mont Blanc, Groupement d'Intérêt Economique Européen d'Assurance d'Economie Sociale et Solidaire(EURES)) et des experts du BIT, à la rencontre de Kenitra par des communications faisant état d'expériences d'Entreprise d'Economie Sociale et Solidaire dans d'autres pays de par le monde, à titre d'inspiration, a suscité des intérêts et des échanges en aparté qui aboutira certainement à des relations. A plus de 30 heures de communication et de débats en plénière s'ajoutent des discussions en petits groupes ou en bilatéral.

4. De quoi a-t-on parlé essentiellement ?

Des riches et pertinentes communications présentées et intéressants débats on peut retenir sept (7) mots clefs : Communication, Formation, Agrégation, Femmes, Mutualisation, Partenariat, Finance.

4.1- COMMUNICATION.

Il y a eu communication et échange durant la rencontre. Mais les participants sont conscients qu'il est dans l'intérêt des Réseaux et d'Entreprises de l'Economie Sociale et Solidaire du continent africain de communiquer, s'informer et échanger entre eux efficacement et utilement sur des questions d'intérêt commun, notamment les bonnes pratiques et les expériences réussies. D'ailleurs ont citées et longuement applaudies. Le recours aux Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) permettrait de faire circuler rapidement l'information, la traiter et en tirer profit sans plus perdre de temps. La communication doit également être faite en direction des acteurs de l'ESS du Nord (Alliance Coopérative Internationale, les Rencontres du Mont Blanc, Echos Communication Comité Contre la Faim et pour le Développement.), les organisations du système des Nations Unies (BIT, PNUD,

OMS..) et des Organisations Régionales (Banque Islamique de Développement, ISESCO, BAD, Bureau Arabe du Travail)

4.2-FORMATION.

Le déficit en matière de formation doit être comblé par des programmes et modules ciblés répondant à des besoins exprimés et effectivement nécessaires. On doit former des managers des Entreprises de l'Economie Sociale et Solidaire, qui, en plus de la formation normale doivent recevoir un complément de formation sur les spécificités de l'ESS qui ne se limitent pas seulement à l'aspect financier mais s'étend aux dimensions économique, sociales, culturelles et environnementales ; l'ESS étant fondée sur des valeurs et des principes qui ne sont pas forcément objets de textes législatifs ou réglementaires. IPD, ONG de droit suisse, implantée en Afrique, était là pour confirmer son engagement dans la formation des managers au profit de l'ESS. En plus des quatre IPD déjà opérationnels, un cinquième pour l'Afrique du Nord est sur le point de démarrer grâce à une concertation initiée par le REMESS et dans laquelle plusieurs acteurs nationaux (ADS, INDH), ONG du Nord (IPD, Echos Communication) et le Bit sont pressentis. L'exemple de la Coopérative des Initiatives Sociales, d'Alphabétisation, d'Education et de Formation de Fès qui fait partie d'un mouvement dans lequel des diplômés se sont lancés depuis une dizaine d'années au Maroc est un exemple qui peut inspirer les diplômés pour créer des entreprises collectives en vue de s'intégrer économiquement et socialement et contribuer à l'éradication de l'analphabétisme sous toutes ses formes. Ce phénomène qui bloque le développement ne doit plus sévir sans préoccuper les EESS. La formation doit s'orienter vers la professionnalisation du management des Entreprises de l'Economie Sociale et Solidaire. A l'ère des TIC l'amateurisme doit s'estomper devant les exigences de la compétitivité et de la performance. Des formations en développement personnel et changement de comportement sont nécessaires au niveau des différentes organisations de l'ESS et même de collectivités territoriales. L'expérience de la commune de Tmouilte dans la province d'Azilal (Maroc) et la démarche d'Echos Communication dans la Commune Rurale de Sidi Boumevdi dans la province de Settat sont édifiantes à ce propos et doivent inspirer d'autres initiatives dans d'autres régions du continent africain.

4.3- AGREGATION.

Le thème dédié à « **l'agrégation pour un développement participatif territorialisé et intégré** » a été un moment de découverte d'une « **success story** » dans le sud du Maroc qui démarré avec moins de 40 agriculteurs en 1987 est devenue aujourd'hui une grande Coopérative avec des milliers de membres et des services diversifiés et répondant à leurs besoins. COPAG a tenu à conserver sa vocation de coopérative authentique qui respecte la législation et réglementation en vigueur, mais aussi et surtout les principes et valeurs coopératifs. COPAG est citée par le Plan Maroc Vert (Plan National) qui a démarré en 2008 comme un modèle d'agrégation, dans laquelle « **l'agrégateur (Pilier1) = Copag** » qui est la propriété « **des agrégés** » (Pilier 2), c'est-à-dire les coopérateurs. Fière de son appartenance à la famille ESS, COPAG a contribué au financement de la rencontre et offert de la dégustation de ses produits aux participants durant la durée de la manifestation. Le modèle est séduisant et peut inspirer des initiatives d'organisation et de structuration des filières de l'amont à l'aval. C'est un « **savoir faire** » que le vice président de la coopérative et son Directeur de marketing ont déclaré prêts à apporter leur appui technique aux Réseaux de l'ESS, si besoin est.

4.4- FEMMES.

Le panel « **Autonomisation de la femme à travers les EESS** » a retenu l'attention des participants en ce sens que l'expérience des coopératives de l'argan, présentée par la directrice de l'Association Nationale des Coopératives de l'Argan (ANCA) a constitué un exemple de démarche de valorisation de la femme active par une concertation entre acteurs (Publics et ONG) dans le but de son autonomisation économiquement et socialement. L'alphabétisation, la participation à la gestion, la responsabilisation, la couverture sociale ont fait de la femme une citoyenne à part entière. L'approche a séduit plusieurs participants et peut être utile dans plusieurs régions du continent africain qui recèle des richesses et des potentialités non valorisées ou non exploitées du tout

4.5- MUTUALISATION.

Les termes mutuelle, mutualisation, mutualité, entraide, solidarité, coopération ont été beaucoup évoqués lors de la rencontre. Le constat est que la culture populaire est semée de pratiques imprégnées de ces concepts, mais très souvent dans l'informel. C'est peut être grâce à ce capital inestimable africain, que la crise financière, économique puis sociale mondiale, qui a été provoquée par le capitalisme, fondé sur le gain financier essentiellement n'a pas eu des effets directs sur les économies africaines. Ainsi, certaines pratiques endogènes constituent des terreaux pour édifier des « alternatives » innovantes, institutionnalisées, pérennes et au service de la personne humaine dans la dignité et l'équité. Les expériences des autres pays sont utiles mais l'adaptation aux spécificités des pays africains est nécessaire.

4.6- PARTENARIAT.

Le soutien des Entreprises et Organisations de l'Economie Sociale et Solidaire du Nord, notamment à travers le RIPESS et d'autres ONG de développement et l'appui des organisations du système des Nations Unies, doivent contribuer à l'enclenchement du processus d'instauration d'une culture de « **PARTENARIAT** », construit sur la répartition des rôles et éviter surtout de tomber dans la logique « **je finance : je décide** ». Pour bâtir de véritable partenariat l'ESS africaines doit s'organiser et être présente dans des fora d'envergure internationale telle que l'Alliance Coopérative Internationale (ACI), les Rencontres de Mont Blanc (RMB) et autres espaces encore plus large : Forum Social.

4.7- FINANCE.

La question du financement de l'ESS a été largement discutée. Du financement associatif solidaire au financement coopératif en passant par des pratiques informelles, mais efficaces (les tontines pratiquées par les femmes un peu partout dans les pays africains), les participants ont entendu plusieurs cas, mais des alternatives fondées sur la mobilisation de l'épargne pour financer les EESS et promouvoir les investissements générateurs de revenus, créateurs d'emplois et protecteurs de l'environnement ont été évoquées par plusieurs intervenants : les coopératives d'épargne et de crédits semblent être la réponse adéquate. Puisque nous parlons d'économie, raisonnons économiquement, mais avec une vision multidimensionnelle: sociale, culturelle et environnementale.

5. Résultats

Les objectifs escomptés par les organisateurs ont été atteints. A l'issue de la rencontre, les participants ont émis la Déclaration de Kenitra africaine sur l'Economie Sociale et Solidaire qui adopte

1- La Feuille de route africaine de l'Economie Sociale et Solidaire

2- La Charte des Valeurs africaine de l'Economie Sociale et Solidaire

3- Les Statuts du Réseau Africain de l'Economie Sociale et Solidaire (RAESS).

Par ailleurs, le Réseau Intercontinental pour la Promotion de l'Economie Sociale et Solidaire (RIPESS), le Bureau International du Travail (BIT), les Rencontres de Mont Blanc (RMB), l'Institut Panafricain de Développement (IPD) et Echos Communication ont manifesté leur intérêt à la dynamique enclenchée des Réseaux de l'ESS en Afrique et exprimé leur volonté d'accompagner le RAESS.

Les participants ont accepté l'invitation du Réseau Tunisien pour l'organisation de la prochaine rencontre du RAESS au mois de mars 2011.

Mehdia le samedi 23 octobre 2010.

Ahmed Ait Haddout